

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Tendances récentes

Grâce à l'essor des revenus pétroliers et au renforcement des dépenses publiques qui en a résulté, la croissance dans les pays en développement de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a atteint en 2006 son plus haut niveau de ces quatre dernières années. Selon les estimations, elle a progressé de 0,5 point de pourcentage pour atteindre 4,9 % (tableau A1.8), une progression qui se ventile ainsi : de 4,7 % à 4,9 % pour les pays en développement de la région exportateurs de pétrole, et de 4 % à 5 % pour les pays importateurs. Pour le secteur pétrolier proprement dit, le niveau de croissance a été relativement modéré, les volumes de production de pétrole et de gaz naturel augmentant de 1,9 %.

Les pays en développement exportateurs de pétrole cherchent à se doter de nouveaux programmes pour créer des emplois à l'intention d'une population active en plein essor, mais le défi pour eux consiste à assurer la compétitivité de leurs secteurs autres que le secteur énergétique et à éviter que l'activité soit constamment tributaire de l'appui de l'État. Leur situation à cet égard est bien plus compliquée que celle des pays à revenu élevé exportateurs de pétrole, lesquels sont généralement importateurs de main-d'œuvre. Les pays de la région qui entrent dans cette catégorie, comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar, ne sont pas inclus dans le groupe des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire dont il est ici question. Pour ce qui est des pays importateurs de pétrole, ils bénéficient certes du surcroît de dépenses des pays exportateurs de la région, mais le défi pour eux consiste principalement à maintenir sous contrôle leurs soldes budgétaires. Les subventions pratiquées en matière énergétique et dont la hausse a accompagné celle des prix pétroliers ont introduit des pressions à ce niveau, et c'est seulement ces derniers temps que certains pays importateurs ont commencé à ajuster leurs politiques à cet égard.

L'essor des prix du pétrole intervenu en cours d'année a fait progresser de 32 % les revenus pétroliers des pays en développement de la région exportateurs de pétrole, pour les porter à 160 milliards de dollars. À titre d'exemple, l'Algérie a vu ses recettes liées aux hydrocarbures progresser de plus de 30 % grâce à deux nouveaux projets de gaz naturel, et celles liées au pétrole ont augmenté de 33 % en Iran. Cela a contribué à financer durant l'année un essor de la demande intérieure et, la production intérieure n'ayant pas été en mesure de suivre le rythme, un surcroît d'importations. Globalement, la demande intérieure des pays de la région exportateurs de pétrole a augmenté de 7,9 %, les dépenses publiques contribuant à peu près pour moitié à cette hausse. Mais le PIB a quant à lui progressé bien moins vite — de 4,9 % — du fait qu'une bonne partie de cette demande a été satisfaite par une augmentation de 12,2 % des importations, les exportations augmentant dans le même temps de 2,5 %.

En Algérie, la croissance a baissé de 5,3 % en 2005 à 3 % en 2006 du fait d'un ralentissement des volumes d'exportations d'hydrocarbures, d'une stagnation de la production pétrolière, de retards dans la mise en œuvre d'un vaste programme d'investissements publics et d'une contraction du crédit bancaire (y compris pour le secteur privé) sous l'effet de l'accumulation des prêts improductifs. En Iran, elle a progressé de 4,4 % en 2005 à 5,8 % en 2006. À Oman, l'augmentation de la production de gaz naturel a contribué à une hausse de 6,5 % du PIB, contre 4,8 % en 2005. Du fait du décalage entre les niveaux de progression du volume des exportations et des importations, le solde courant des pays en développement de la région exportateurs de pétrole ne s'est amélioré que de 9 milliards de dollars pour atteindre 50 milliards de dollars, soit 11,4 % du PIB.

L'État étant très présent dans le secteur pétrolier, le haut niveau des prix de l'énergie s'est traduit par une forte augmentation des recettes publiques. Bien que les dépenses aient augmenté dans une fourchette de 20 à 35 % à la suite des rallonges budgétaires adoptées dans

Tableau A.8 Résumé des perspectives pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

(Variation annuelle en %, sauf indication contraire)	91-00 ¹	2003	2004	2005	Est.	Prévisions	
					2006	2007	2008
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	3.8	4.4	4.8	4.4	4.9	4.9	4.8
PIB par habitant (unités en dollars)	1.8	2.7	3.0	2.6	3.1	3.0	3.1
PIB en PPA ³	3.9	4.6	4.8	4.4	5.2	4.9	4.9
Consommation privée	3.5	3.7	6.3	4.8	5.0	5.0	6.5
Consommation publique	3.6	3.1	2.8	6.2	9.2	5.3	5.2
Investissement en capital fixe	3.2	5.9	10.0	5.4	10.1	9.5	3.7
Exportations, BSNF ⁴	3.8	3.8	6.2	4.8	6.6	4.7	5.2
Importations, BSNF ⁴	-0.9	3.8	12.9	7.2	12.5	8.7	7.2
Exportations nettes, contribution à la croissance	-4.1	0.0	-1.9	-2.6	-4.4	-5.7	-6.4
Solde courant (en % du PIB)	-0.5	0.0	2.5	6.6	6.8	3.6	2.3
Déflateur du PIB (valeur médiane, en monnaie nationale)	7.7	4.4	6.9	14.5	8.7	4.1	4.8
Équilibre budgétaire (en % du PIB)	-4.3	-0.9	-2.4	-1.2	-0.4	0.1	0.1
Pour mémoire : PIB							
Région géographique Moyen-Orient et Afrique du Nord ⁵	3.1	5.7	5.0	5.3	5.5	5.2	5.0
Faibles ressources - Main d'œuvre abondante ⁶	4.8	4.0	4.8	4.0	5.0	5.1	5.3
Ressources abondantes - Main d'œuvre abondante ⁷	2.8	5.1	4.9	4.7	4.7	4.6	4.4
Ressources abondantes - Main d'œuvre importée ⁸	2.3	7.4	5.3	6.7	6.5	5.7	5.2
Égypte	4.4	3.1	4.2	4.9	5.8	5.6	5.8
Iran	2.9	5.0	5.1	4.4	5.8	5.0	4.7
Algérie	1.8	6.8	5.2	5.3	3.0	4.5	4.3

Notes: 1. Les taux de croissance pour les divers intervalles de temps sont des moyennes composées ; les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB évalué en dollars constants de 2000. 3. PIB évalué sur la base des taux de change aux parités de pouvoir d'achat (PPA).

4. Exportations et importations de biens et services non-facteurs.

5. Dans la région géographique figurent les pays à revenu élevé, à savoir Bahreïn, le Koweït et l'Arabie saoudite.

6. Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie.

7. Algérie, Iran, Syrie et Yémen.

8. Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït et Oman.

Source : Banque mondiale

plusieurs pays, les soldes publics des pays en développement exportateurs de pétrole n'ont guère évolué : de 2,3 % du PIB en 2005, ils sont passés, selon les estimations, à 2,6 % du PIB en 2006. S'il est vrai que les pays peuvent aisément se permettre à l'heure actuelle une partie de ce surcroît de dépenses, celui-ci pourrait engendrer des tensions à plus longue échéance si les recettes pétrolières venaient à diminuer. Cela vaut particulièrement pour les dépenses additionnelles sur lesquelles il est difficile pour un pays de revenir et qui ne contribuent guère à accroître ses capacités de production. La hausse des salaires intervenue dans le secteur public de l'Algérie à raison de 20 à 25 % pourrait être un exemple de ce type de dépenses susceptibles d'avoir des effets moins favorables à long terme que dans l'immédiat.

En plus du financement des dépenses courantes, les revenus pétroliers ont servi dans un certain nombre de pays en développement exportateurs à rembourser une partie de leur dette extérieure — l'Algérie a ainsi ramené son niveau d'endettement de 47 % du PIB en 2000 à 17 % en 2005 — ou à établir des fonds qui pourront être utilisés pour couvrir leurs dépenses futures. Beaucoup de ces fonds ont été affectés à des programmes destinés à soutenir le développement du pays, par exemple en matière d'infrastructures (l'Algérie a ainsi engagé un programme de 90 milliards de dollars sur cinq ans qui doit multiplier par deux les dépenses d'investissement pour les infrastructures, le logement et la remise en état du pays d'une manière générale).

Au niveau de la région, les investissements réalisés par les pays à revenu élevé exportateurs de pétrole ont

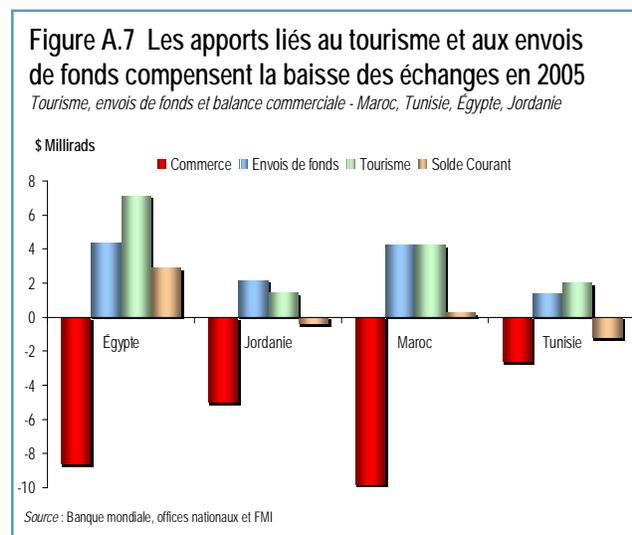
eu une incidence sur les pays en développement exportateurs et importateurs de pétrole¹. Une partie de leurs recettes pétrolières est actuellement recyclée au niveau de la région sous forme de prises de participation et d'apports d'investissements directs étrangers (IDE). Ce phénomène est en partie à l'origine des fortes hausses de prix intervenues en 2005 et dans la première moitié de 2006 au niveau des valeurs boursières et de l'immobilier dans la région, même si, comme dans beaucoup d'autres pays en développement, les marchés des valeurs de cette région ont subi une correction durant la période d'instabilité troubles qui a agité les marchés financiers en mai et juin 2006.

Les investissements en question sont en train de constituer un important lien entre les économies diversifiées de la région et les pays richement dotés en ressources naturelles. Les apports d'IDE des pays, entreprises privées et autres entités du Conseil de coopération du Golfe (CCG) commencent à avoir un sensible impact sur l'évolution des économies dans les pays du Maghreb comme dans ceux du Mashreq. Entre autres récents exemples de cette activité d'investissement, les apports d'IDE en Jordanie ont atteint 2 milliards de dollars sur la période de janvier à août 2006, contre 750 millions de dollars pour la même période en 2005. Une grande partie de ces apports est consacrée à des investissements dans l'immobilier et l'infrastructure touristique. Au Maroc, une entreprise de Bahreïn a récemment annoncé un projet d'investissement de 1,4 milliard de dollars à l'appui du tourisme et des infrastructures correspondantes, et cela fait suite à un autre investissement de 9 milliards de dollars en provenance des Émirats arabes unis. Et en

Égypte, les marchés des valeurs ainsi que différents projets ont attiré un niveau substantiel de capitaux du CCG.

Ces investissements étrangers contribuent à expliquer le fait que la croissance a également progressé dans les pays en développement importateurs de pétrole de la région, passant de 4 % en 2005 à un niveau estimé à 5 % pour 2006, en dépit de la hausse des prix pétroliers. Un certain nombre d'autres facteurs y ont également contribué : la reprise de l'activité au Maghreb après la grave sécheresse qui y a sévi en 2005, le renforcement de la demande de produits d'exportation de la région qui a accompagné le raffermissement de la relance en Europe, et les importantes entrées de fonds liées à l'activité touristique et aux rapatriements de salaires en provenance des pays de la zone euro ainsi que des exportateurs de pétrole de la région (figure A1.3). La consommation privée dans les pays importateurs de pétrole a augmenté en 2006 de 4,5 %, stimulée par l'amélioration de la production agricole et par une hausse de 10,7 % des dépenses publiques. La consommation des ménages a progressé de 12 % au Maroc et de 5,5 % en Jordanie. Dans l'ensemble, cette hausse de la consommation privée a contribué pour quatre cinquièmes au renforcement de la demande dans les pays importateurs de pétrole. Les exportations ont également progressé au-delà de ce qu'on pouvait attendre dans plusieurs pays, en partie sous l'effet d'une reprise de la demande dans la zone euro. Celles de l'Égypte étaient en hausse de 55 % dans la première moitié de 2006, et celles du Maroc ont augmenté de 20 % à la suite d'un accord commercial entré en vigueur en janvier 2006 avec les États-Unis.

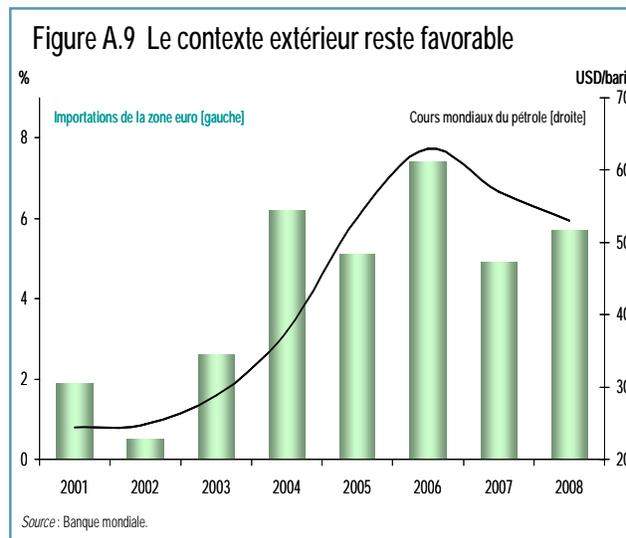
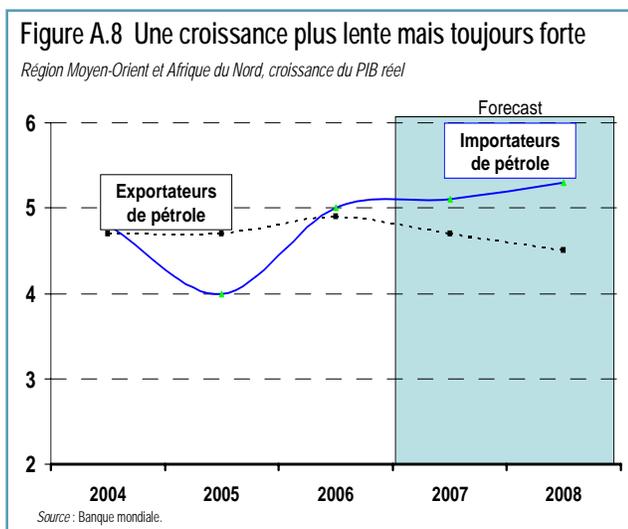
C'est au Maroc que la croissance du PIB a connu la plus forte accélération, passant d'un niveau atone de 1,7 % affiché sous l'effet de la sécheresse en 2005 à un taux de 7 % en 2006. En Égypte, la vigueur des exportations, l'activité touristique, les envois de fonds des travailleurs émigrés et les dépenses publiques ont été à la base d'une solide expansion de 5,8 % de l'activité économique. La Tunisie a vu son taux de croissance progresser de 1 point de pourcentage pour ressortir à un niveau estimé à 5,3 % pour 2006, tandis que le niveau de l'expansion en Jordanie est resté ferme à 6,3 %, stimulé par des investissements dans des projets immobiliers et touristiques provenant en grande partie des pays à revenu élevé de la région exportateurs de pétrole. Au Liban, en revanche, les incertitudes politiques et la guerre qui a suivi ont entraîné en 2006 un recul du



PIB estimé à 5,5 %, certains observateurs laissant même entendre que le recul de la croissance pourrait aller jusqu'à 10 %. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) chiffre à plus de 15 milliards de dollars les dégâts subis au niveau des infrastructures, entre autres.

L'essor des revenus pétroliers et des dépenses publiques dans les pays exportateurs de pétrole n'a pas jusqu'ici engendré de fortes pressions inflationnistes, à l'exception notable de l'Iran qui affiche un taux d'inflation supérieur à 10 %. L'augmentation rapide du crédit et des flux extérieurs a toutefois entraîné une hausse de l'inflation dans un certain nombre de pays, dont l'Égypte, le Maroc, Oman et la Tunisie. À cela s'ajoute l'énorme appréciation qu'ont connue les marchés des valeurs et du logement de la région. Si la correction de mai-juin 2006 a fait perdre aux marchés locaux jusqu'à 25 à 33 % de leur valeur, les niveaux de valorisation restent élevés et un motif de préoccupation est le degré de surendettement que semblent commencer à présenter les bilans des entreprises du secteur privé. Les marchés des valeurs de la région ont depuis passé le creux de la vague, mais ils restent à des niveaux inférieurs de quelque 10 % à ceux « d'avant la crise ».

La hausse des prix du pétrole brut intervenue dans les huit premiers mois de l'année a contribué à une sensible détérioration des comptes courants des pays importateurs de pétrole, dont le niveau de déficit global est ainsi passé, selon les estimations, de 1,3 % du PIB en 2005 à 2,1 % en 2006. Dans le même temps, le renchérissement du pétrole a pesé sur les soldes budgétaires de plusieurs de ces pays (dont l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie) qui n'avaient pas



totallement répercuté les hausses de prix sur leurs consommateurs. Tout dernièrement, la Jordanie a réduit de 60 % ses dépenses de subventionnement au deuxième trimestre de 2006 dans le but d'endiguer son déficit budgétaire, qui avait atteint 4,6 % du PIB en 2005. L'Égypte a quant à elle pris des mesures qui ont ramené son déficit budgétaire consolidé de 9,1 % pour l'année budgétaire 2005 à 6,5 %. Enfin, le Gouvernement tunisien a relevé en juillet les prix de l'essence de 5 %.

Perspectives à moyen terme

Dans les pays en développement de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, la croissance devrait diminuer progressivement pour tomber de 5,2 % en 2006 à un niveau malgré tout substantiel de 4,9 % en 2008, une baisse qui recouvre un ralentissement plus prononcé (de 5,5 % à 4,6 %) dans les pays exportateurs de pétrole. Pour les pays importateurs, les projections laissent présager une croissance de 5,1 % en 2007, suivie d'un taux de 5,3 % en 2008 (figure A1.4), ce dernier chiffre reflétant en partie une amélioration plus marquée de la demande globale associée à une reprise aux États-Unis. Elles reposent sur les hypothèses suivantes : une baisse supplémentaire mais graduelle des prix pétroliers, de 57 dollars le baril au quatrième trimestre de 2006 à un niveau moyen de 53 dollars en 2008, de faibles taux d'intérêt à long terme, un niveau de croissance toujours soutenu dans les pays en développement (notamment la Chine), un ralentissement modéré de la croissance en Europe, et un cycle de croissance quelque peu plus prononcé aux États-Unis, avec un ralentissement notable en 2007 et une reprise en 2008.

Le ralentissement modéré prévu pour les pays exportateurs de pétrole reflète les réductions de la production pétrolière qui sont projetées pour tenter de soutenir les prix. Du fait du niveau soutenu des dépenses publiques, les marchés intérieurs resteront étroits et la croissance des exportations vigoureuse. D'ores et déjà, les contraintes de capacités dans le secteur non pétrolier commencent à se faire plus pesantes, et l'inflation est en hausse. On s'attend durant la période envisagée à ce que la demande intérieure augmente de 6,5 % en moyenne sous l'effet de revenus pétroliers conséquents (bien qu'en baisse). La réponse à cette demande sera de plus en plus assurée par les importations, qui doivent progresser selon les projections de plus de 8,5 % par an (contre moins de 3 % pour les exportations), entraînant de ce fait un ralentissement de la croissance du PIB.

Les pays exportateurs de pétrole devant continuer de connaître une forte demande intérieure, on s'attend à ce que les pressions inflationnistes s'intensifient et il faut s'attendre aussi à une appréciation des taux de change réels. L'un et l'autre facteurs maintiendront la demande d'importations à un niveau soutenu, dans le même temps où la baisse modérée envisagée au niveau des prix pétroliers réduira les recettes d'exportation. Dans ces conditions, on prévoit une baisse des excédents courants des pays en développement exportateurs de pétrole, de 11,4 % du PIB environ en 2006 à quelque 5,3 % en 2008.

Quant aux pays en développement importateurs de pétrole et à économie diversifiée, deux éléments devraient déterminer leurs perspectives : une baisse suivie d'une hausse des exportations à destination de la zone euro et des États-Unis, et un niveau soutenu d'apports de capitaux et d'envois de fonds. Les efforts d'assainissement des finances publiques entrepris dans le but de ramener à des niveaux plus soutenables des déficits qui approchent les 10 % pourraient freiner légèrement le rythme de la croissance en Jordanie et au Maroc. Dans l'ensemble, on s'attend à une progression modérée de la croissance, de 5 % en 2006 à 5,1 % en 2007, le temps que le recul de 5,5 % subi en 2006 par l'économie libanaise soit comblé, contribuant à compenser un affaiblissement de la reprise de l'activité à la suite de la sécheresse dans les pays du Maghreb. En 2008, l'impact de ces deux facteurs devrait s'être atténué et le rythme de la croissance devrait s'accélérer de nouveau, pour passer à 5,3 %.

Risques et défis pour les pays

Le niveau futur des prix pétroliers a d'importantes implications potentielles pour les perspectives des pays de la région, qu'ils soient exportateurs ou importateurs de pétrole. L'hypothèse qui sous-tend le scénario de base est celle d'une baisse graduelle de ces prix vers un niveau à long terme de 53 dollars en 2008, mais on ne saurait exclure l'éventualité d'un scénario qui verrait les prix augmenter comme ils l'ont fait l'année dernière (ou même d'une façon encore plus prononcée en raison d'un choc au niveau de l'offre) ou baisser encore plus rapidement. Une hausse des prix aurait probablement pour effet d'accentuer les tensions déjà visibles au niveau des pays exportateurs de pétrole, d'où un renforcement de la demande intérieure qui serait compensé par un accroissement encore plus marqué des importations, ce qui se traduirait par une augmentation seulement limitée de la croissance du PIB. Les pressions inflationnistes et une tendance à l'appréciation des taux de change dans les pays dotés d'un régime souple s'accentueraient, mais on pourrait s'attendre dans le même temps à ce que les soldes courants s'améliorent. Pour les pays importateurs de pétrole, les effets seraient plus complexes. Si tant est qu'ils bénéficient d'autres détournements de ressources sous forme d'exportations et d'apports d'IDE, leurs taux de croissance pourraient en fait s'améliorer alors même qu'on verrait leurs déficits publics se creuser et leurs soldes courants se dégrader. En cas de fléchissement des prix pétroliers, la demande intérieure dans les pays exportateurs de pétrole faiblirait, mais l'impact sur le PIB serait moins prononcé du fait que la demande d'importations risquerait elle aussi de faiblir. La baisse des prix pétroliers entraînerait une réduction des recettes publiques et des recettes en devises, aboutissant par là même à une détérioration des soldes budgétaires aussi bien que courants.

L'éventualité d'un surcroît de tensions politiques est un risque de plus qui pèse sur la région. Ce qui s'est passé au Liban montre à quel point un conflit même de courte durée peut avoir de graves conséquences au plan économique. Même un niveau d'incertitude accru peut avoir des incidences majeures au plan global s'il affecte la confiance des marchés financiers, les taux d'intérêt et les intentions d'investissement.

Sur un plan positif, il y a lieu de noter les importants efforts de réforme entrepris par un certain nombre de

pays de la région : l'Égypte, la Tunisie et, parmi les pays exportateurs de pétrole, l'Algérie et Oman. Certains en récoltent les fruits sous forme d'un volume croissant d'apports d'IDE, d'un plus grand dynamisme de leur secteur privé et de réductions plus marquées de ce qu'il

est convenu d'appeler le « coût des affaires ». Et si tant est que les projets d'investissements publics financés par la manne pétrolière parviennent à améliorer l'offre potentielle, ils pourraient eux aussi générer des avantages à long terme.

Tableau A.9 Perspectives individuelles pour les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

(Variation annuelle en %, sauf indication contraire)

	91-00 ¹	2003	2004	2005	Est. 2006	Prévisions	
						2007	2008
Algérie							
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	1.8	6.8	5.2	5.3	3.0	4.5	4.3
Solde courant (en % du PIB)	3.3	13.0	13.1	21.2	24.2	17.5	15.8
Égypte, Rép. arabe d'							
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	4.4	3.1	4.2	4.9	5.8	5.6	5.8
Solde courant (en % du PIB)	0.9	4.5	4.3	3.3	1.7	1.5	-0.7
Iran, Rép. islamique d'							
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	2.9	5.0	5.1	4.4	5.8	5.0	4.7
Solde courant (en % du PIB)	1.2	-7.8	0.9	7.5	5.6	2.2	2.0
Jordanie							
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	4.9	4.1	8.4	7.3	6.3	5.0	5.0
Solde courant (en % du PIB)	-4.3	11.6	-0.2	-18.2	-21.6	-20.3	-16.2
Liban							
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	..	4.9	6.3	1.0	-5.5	4.5	2.9
Solde courant (en % du PIB)	..	-27.5	-23.7	-21.7	-21.5	-23.1	-23.5
Maroc							
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	1.6	5.5	4.2	1.7	7.0	3.5	4.5
Solde courant (en % du PIB)	-1.4	3.5	1.9	2.4	1.2	0.7	0.9
Oman							
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	4.0	1.3	3.1	4.8	6.5	5.5	5.0
Solde courant (en % du PIB)	-3.7	4.0	2.2	14.6	25.2	19.1	14.4
République arabe syrienne							
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	4.1	1.1	3.9	5.1	4.0	3.7	3.5
Solde courant (en % du PIB)	1.0	3.4	1.1	-4.0	-2.5	-4.9	-6.7
Tunisie							
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	4.3	5.6	6.0	4.2	5.3	5.6	6.0
Solde courant (en % du PIB)	-4.3	-2.9	-1.7	-1.1	-1.2	-1.4	-1.2
Yémen, Rép. du							
PIB aux prix du marché (USD de 2000) ²	5.3	3.1	2.6	3.8	3.9	2.5	3.0
Solde courant (en % du PIB)	-4.3	1.4	2.0	5.0	-4.9	-8.4	-11.5

Notes: 1. Les taux de croissance pour les divers intervalles de temps sont des moyennes composées ; les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB évalué en dollars constants de 2000.

3. Les chiffres de croissance et de compte courant figurant ici sont des projections établies par la Banque mondiale qui peuvent différer des perspectives présentées dans d'autres documents de la Banque.

4. Pour Djibouti, l'Iraq, la Libye et la Cisjordanie et Gaza, faute de données suffisantes, les chiffres fournis ne sont pas des prévisions.

Source : Banque mondiale